



## EDITO

Dans un secteur dominé par les disciplines scientifiques, l'approche des sciences humaines et sociales apparaît aujourd'hui déterminante pour comprendre les enjeux environnementaux. Au sein du CURAPP-ESS, des politistes, des sociologues et des juristes s'intéressent à ces questions, comme le montrent les projets et publications présentés dans cette lettre.

À l'approche de la COP 21 qui se déroulera en décembre prochain à Paris, nombreuses sont d'ailleurs les publications qui permettent d'éclairer les différentes dimensions de ce que Bruno Latour qualifie de nouveau régime climatique. Alors que, depuis une vingtaine d'années, la question climatique est l'objet de conférences mondiales régulières, les concentrations de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. Les apports du droit, de la science politique, de la sociologie, de la philosophie mais aussi de la psychologie sociale sont très utiles non seulement pour comprendre les raisons de cet échec, mais aussi pour envisager de le dépasser. La crise climatique entrainera en effet des bouleversements profonds pour nos sociétés et nécessitera des adaptations dont on peine aujourd'hui à imaginer l'ampleur. Comme le dit Pierre Rabhi, ce n'est pas la terre qui est en danger mais l'humanité. Et les enjeux d'équité et de justice climatique sont essentiels dans ce cadre ; alors que les pays du Sud sont déjà confrontés aux conséquences dévastatrices du réchauffement climatique, la question de l'engagement financier des pays du Nord à leur profit est cruciale.

La justice climatique implique aussi d'envisager le sort de ces réfugiés climatiques qui, par millions, seront contraints de fuir leurs terres dévastées. À l'heure où l'Europe peine à accueillir quelques 500 000 réfugiés politiques et économiques, comment pourra-t-elle répondre à un tel défi ?

À l'approche des élections régionales, alors que la question des migrants est exploitée dans le cadre de la campagne, les valeurs d'équité, de justice sociale et de solidarité doivent être réaffirmées. Si l'espoir est faible que les 196 États réunis à Paris réussissent à adopter un accord contraignant permettant de contenir le réchauffement climatique, la société civile s'organise au sein de collectifs, souvent très ancrés dans les territoires. Ceux-ci militent notamment pour l'arrêt des subventions aux énergies fossiles, par exemple à travers le mouvement de désinvestissement, d'ailleurs parti des universités américaines. Ils réfléchissent également à une transition énergétique et, au-delà écologique, qui suppose aussi la remise en cause du modèle productiviste et du dogme de la croissance.

Les chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales nous aident là encore à comprendre les défis de cette nouvelle ère, qualifiée par certains « d'anthropocène », durant laquelle l'espèce humaine serait devenue la principale force géologique de la terre et qui manifesterait donc, selon l'historien des sciences Christophe Bonneuil (*L'événement anthropocène*, Seuil, 2013), une révolution géologique d'origine humaine imposant de repenser notre relation à la nature.

## SOMMAIRE

Éditorial	p. 1
Savoirs toxicologiques et réglementations	p. 2
Le changement climatique au Nord et au Sud	p. 2
Nouveaux chercheurs et chercheuses	p. 3
Mobilité et environnement	p. 4
L'intercommunalité en débat	p. 4
Une introduction à Wittgenstein	p. 4

Pour connaître toute l'actualité du laboratoire rejoignez-nous sur :  
<http://www.u-picardie.fr/curapp/>



Membres du CURAPP-ESS séminaire de rentrée 10-11 septembre 2015



CURAPP-ESS UMR 7319  
Faculté de Droit et de Science Politique  
10, Placette Lafleur  
BP 2716  
80 027 Amiens Cedex 1  
Tél. : (00 33) 3 22 82 71 48  
Fax : (00 33) 3 22 82 71 34  
Messagerie : curapp@u-picardie.fr

**Comité éditorial** : Bertrand Geay (directeur de la publication), Sophie Richardot (animatrice du Comité éditorial), Maïté Boullosa, Nathalie Devèze, Valérie Pacaud, (maquettiste), Paul Pasquali.  
**Contribution à ce numéro** : Florence Jamay, Jean-Pierre Le Bourhis, Mélinda Noblet.

## LA SANTÉ-ENVIRONNEMENT DANS L'ACTION PUBLIQUE

### SAVOIRS TOXICOLOGIQUES ET RÉGULATIONS EN RÉGIME D'INCERTITUDE

Les politiques dites de « santé-environnement » ont pour objectif de prévenir les dangers sanitaires liés aux milieux de vie, des substances cancérigènes de l'air intérieur aux plastiques reprotoxiques des jouets, sans oublier les résidus médicamenteux dans les eaux.

Prévenir ou lutter contre ces dangers suppose des transferts de connaissances entre producteurs de constats scientifiques et régulateurs en situation de forte incertitude. Ceci vaut d'autant plus face à de nouvelles menaces comme celles causées par les perturbateurs endocriniens caractérisés par des effets sur plusieurs générations à partir de très faibles doses.

Le projet SATORI (Savoirs toxicologiques et régulations en régime d'incertitude) explore la façon dont les savoirs toxicologiques relatifs à ces substances toxiques et



leurs incertitudes sont pris en compte collectivement : comment la puissance publique organise-t-elle la production

et l'usage de ces savoirs et comment ces derniers influencent-ils, en interaction avec d'autres éléments d'ordre sociopolitique, les décisions de régulation ?

Le projet mobilise une approche multidisciplinaire (science politique et droit au CURAPP-ESS ; toxicologie à l'INERIS) et compare différents domaines d'intervention publique (air intérieur, eau, substances) sur plusieurs sites et échelles. Il repose sur un dispositif associant ethnographie et enquêtes en série. L'équipe SATORI au CURAPP-ESS réunit Florence Jamay (juriste), Renaud Hourcade et Jean-Pierre Le Bourhis (politistes).



## UNE COMPARAISON NORD/SUD

### L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN ZONE CÔTIÈRE AU CANADA ET AU SÉNÉGAL

D'après le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC), les pays en développement sont particulièrement vulnérables au changement climatique et disposent d'une faible capacité d'adaptation (GIEC, 2001).

L'objet de la thèse de Mélinna Noblet est d'interroger cette idée couramment admise au sein de la communauté internationale selon laquelle les pays du Sud seraient plus vulnérables et moins aptes à faire face aux impacts négatifs des changements climatiques que les pays du Nord.

Ceci conduit à se poser deux questions : en quoi un pays en développement est plus vulnérable au changement climatique qu'un pays développé ? Et, en quoi un pays développé dispose de meilleures capacités d'adaptation qu'un pays en développement ? A travers une comparaison Nord/Sud entre un pays considéré comme « développé » (le

Canada) et un pays dit « en développement » (le Sénégal), cette thèse analyse la manière dont les problèmes du climat et de la vulnérabilité climatique sont perçus et gérés au sein des sociétés canadienne et sénégalaise ainsi que les actions mises en œuvre au titre de l'adaptation.



Résidences menacées par l'érosion, novembre 2012, Joal, Sénégal.

Une attention particulière est portée au rôle joué par les processus d'harmonisation et de transfert des politiques publiques dans l'homogénéisation de l'action climatique entre pays du Nord et pays du Sud. Pour ce faire, ce travail repose sur une approche constructiviste et du point

de vue méthodologique, sur une démarche qualitative. Il privilégie l'usage de l'entretien semi-dirigé et du groupe de discussion.

Les résultats démontrent que la vulnérabilité climatique est un problème public international (Nord/Sud) et que les capacités à s'adapter semblent faibles au Nord comme au Sud. On observe en outre que le réchauffement climatique et les différents problèmes qu'il engendre viennent questionner plus que jamais les modes de gestion des enjeux environnementaux et les modèles de développement des sociétés d'aujourd'hui aussi bien au Nord qu'au Sud.

Plus qu'un ajustement, l'adaptation aux changements climatiques se doit d'être pensée comme un processus de transformation profonde des sociétés contemporaines au Nord comme au Sud.



Mélinna Noblet a soutenu le 13 janvier 2015 au CURAPP-ESS, une thèse en science politique, sous la co-direction de Jérôme Valluy et Chloé Vlassopoulou. Elle est actuellement stagiaire post-doctorante au Canada à l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) - Défis des communautés côtières (DCC), UQAR-INSPQ.

## NOUVEAUX CHERCHEURS ET CHERCHEUSES DU CURAPP-ESS



**Pierre-Yves Baudot** est professeur de science politique à l'UPJV. Après avoir consacré sa thèse aux funérailles des présidents de la République en France (1883-1996), ses recherches se sont orientées vers deux questions principales.

La première, au croisement de la sociologie de l'État et de la sociologie du droit, porte sur la politique des droits à partir de deux terrains principaux, le Médiateur de la République et les politiques du handicap en France.

Le second axe de ses recherches porte sur les instruments de la réforme de l'État en France, et tout particulièrement sur les usages de l'outil informatique dans les politiques publiques. Ces travaux trouvent un prolongement dans une enquête qu'il commence sur l'usage des big data et de l'open data dans les politiques sociales. Il a coordonné (avec Anne Revillard), *L'État des droits. Politique des droits et pratiques des institutions*, Presses de Sciences Po, 2015 et un numéro spécial de *Gouvernement et Action Publique* sur les politiques des droits dans l'action publique.



Historien, **Renaud d'Enfert** est professeur des universités en sciences de l'éducation à l'UPJV.

Ses recherches, au croisement de l'histoire de l'éducation et de la formation et de l'histoire des sciences, portent sur la production et la transmission des savoirs scolaires ainsi que sur l'offre de formation scientifique et technique en direction des ouvriers aux 19e et 20e siècles.

Il a dirigé le programme ANR « Réformer les disciplines scolaires : acteurs, contenus, enjeux, dynamiques (années 1950 - années 1980) », qui a donné lieu à plusieurs publications collectives.

Dans le cadre de son intégration au CURAPP-ESS, il se propose notamment de développer ses recherches sur les rapports entre savoirs et professionnalisation, en s'intéressant à la façon dont la spécialisation disciplinaire contribue à la construction des identités professionnelles enseignantes.



Agrégée et docteur en philosophie, **Céline Hervet** est Maître de conférences à l'UPJV.

Ses recherches portent sur l'histoire de la philosophie classique, principalement Spinoza, Hobbes, Pascal, Port-Royal, et, plus précisément, sur la question du langage (oralité, langue, parole, discours) dans ses dimensions à la fois épistémologique (théorie de la connaissance) et pratique (philosophie politique et sociale, littérature).

Elle a publié en 2011 aux éditions Classiques Garnier *De l'imagination à l'entendement. La puissance du langage chez Spinoza*, ouvrage issu de sa thèse soutenue en 2009.

Elle s'intéresse actuellement à l'articulation entre parole et pouvoir, à la fonction de l'oralité dans l'assujettissement et la construction des normes (chez Judith Butler notamment), aux figures de la parole dans les démocraties actuelles (délibération, formes de participation, conseil, etc.), ainsi qu'aux expériences et aux discours de la solitude, de l'exil et de l'errance.



**Romain Le Boeuf** est Maître de conférences en droit public à l'Université de Picardie, où il enseigne les relations internationales et le droit administratif.

Ses recherches actuelles portent principalement sur le droit international public et la théorie du droit. Titulaire d'un master de droit européen et international délivré par l'UPJV, il a également obtenu le certificat de recherche approfondie de

l'Institut des hautes études internationales de l'Université Paris II.

Sa thèse de doctorat, consacrée au Traité de paix en droit international public, a été soutenue à Nanterre en 2014.



Les recherches d'**Elodie Lemaire**, Maître de conférences en sociologie à l'UPJV, s'inscrivent dans le domaine de la sécurité et de la justice.

Elle a consacré sa thèse aux transformations de l'institution policière de plus en plus soumise aux logiques gestionnaires.

Elle a ensuite mené deux recherches postdoctorales. La première sur la fabrique et les usages des chiffres de la délinquance dans les instances locales de sécurité ; la seconde sur les usages de

la vidéosurveillance dans un contexte judiciaire d'administration de la preuve.

Ses travaux actuels interrogent les pratiques de catégorisation du monde social de l'ensemble des acteurs qui contribuent désormais à la sécurité publique (agents de sécurité privée et publique, mais aussi bailleurs sociaux, sociétés de transport, travailleurs sociaux, etc.).



**Emmanuel Pierru** est chargé de recherche au CNRS en science politique. Ses travaux s'inscrivent dans la sociologie des comportements politiques des classes populaires (sociologie électorale, sociologie des mouvements sociaux et du militantisme).

Son principal domaine de recherches porte sur les formes et logiques de politisation « par le bas » du chômage et de la précarité sociale au sein des classes populaires. Il a publié, en 2005, *Guerre au Chômage ou Guerre aux chômeurs* (aux Éditions du Croquant) et prépare actuellement son Habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Olivier Fillieule, dont le sujet porte sur une histoire des mouvements de chômeurs en France dans une perspective socio-historique et comparée.

Il travaille également avec Sébastien Vignon sur les processus d'implantation du Front National dans les mondes ruraux. Parallèlement, il s'attache à mesurer l'évolution des usages de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles au sein de la statistique publique (avec Alexis Spire dans un premier article paru en 2008 dans la RFSP) et actuellement au sein des principales revues de sciences sociales (avec Étienne Pénissat et Thomas Amossé).

Enfin il s'intéresse à la sociologie des pratiques culturelles des classes populaires. Il a récemment publié, avec Vincent Dubois et Jean-Mathieu Méon, un ouvrage sur les pratiques musicales amateurs, *Les mondes de l'harmonie* (Paris, La Dispute, 2009) ; ce livre a, par ailleurs, été traduit en anglais sous le titre *The Sociology of Wind Bands : Amateur Music Between Cultural Domination and Autonomie* (Ashgate Publishing, 2013).



**Marie Vannetzel** est chargée de recherche au CNRS, en sociologie politique comparée.

Ses travaux portent sur les pratiques de redistribution sociale et les processus de politisation ordinaire. Elle a soutenu en 2012 une thèse de doctorat sur les modalités d'ancrage social et de mobilisation d'une organisation semi-clandestine en contexte autoritaire, les Frères musulmans en Égypte.

Un ouvrage tiré de cette thèse paraîtra sous peu aux éditions Karthala. Membre du programme ERC « When Authoritarianism Fails in the Arab World » (WAFAW), elle poursuit ses recherches en Égypte et au Liban, en étudiant les réformes des politiques de subvention à la consommation (denrées alimentaires de base, électricité, gaz...), symboles de l'État social dans ces pays, en analysant leurs effets sur les formes locales de redistribution et d'échanges politiques entre les groupes sociaux qu'elles engagent.

## PUBLICATIONS

## MOBILITÉ HUMAINE ET ENVIRONNEMENT : DU GLOBAL AU LOCAL



Chloé Vlassopoulos,  
Christel Cournil, (dir.),  
« *Mobilité humaine et environnement : du global au local* »,  
Éditions Quæ, Coll.  
« Nature et société »,  
403 p., 2015

Qu'ils soient subits ou progressifs, qu'ils s'observent au Nord comme au Sud, les changements environnementaux impactent les sociétés. Ils génèrent aujourd'hui des mobilités et des migrations humaines. Entre 2008 et 2012, de 16 à 42 millions de personnes furent déplacées chaque année en raison des désastres naturels.

Cet ouvrage présente le potentiel des politiques publiques et des instruments juridiques utilisés en réponse à ces mouvements de population, fréquemment imprévus et véritables défis pour la gouvernance internationale. Parmi les raisons qui amènent des populations à partir et à changer d'espace de vie, les changements de l'environnement ne côtoient-ils pas d'autres causes ? L'économique, le social ou le politique sont-ils absents des facteurs explicatifs ? À partir d'événements récents, les auteurs proposent un panorama des types de dépla-

cements qui surviennent d'ores et déjà dans les pays en développement et dans les pays dits « développés ». Les deux approches, globale et locale, rendent visibles l'écart entre les discours et les initiatives à l'échelle internationale. Elles éclairent aussi la réalité et la diversité des terrains où l'enjeu des migrations environnementales reste peu présent dans les intérêts politiques.

Rédigé par un collectif pluridisciplinaire, cet ouvrage est une contribution scientifique, unique et rigoureuse, à l'un des débats majeurs des prochaines décennies. Il s'adresse à des chercheurs et à des enseignants, mais aussi à un public plus large intéressé par les savoirs traitant des migrations et des enjeux environnementaux qui les génèrent.

## UNE INVITÉE DISCRÈTE : L'INTERCOMMUNALITÉ DANS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

En mars 2014, et pour la première fois depuis qu'existe la coopération intercommunale en France, c'est-à-dire depuis la fin du XIXe siècle, les électeurs étaient invités à élire simultanément les élus municipaux et intercommunaux.

Avant cette réforme, les membres des communautés de communes, des agglomérations, des communautés urbaines et des métropoles, élus au second degré, étaient désignés par les conseils municipaux. Est-ce pour autant une avancée démocratique significative ? La question mérite d'être posée tant l'intercommunalité fait régulièrement l'objet de critiques à propos de son opacité politique et de sa complexité institutionnelle. En s'intéressant aux campagnes municipales de 2014, ce livre cherche à déterminer si, avec ce changement de scrutin, l'intercommunalité a gagné en visibilité, si elle a fait plus régulièrement l'objet de débats publics. Autrement dit, si elle a été convoquée dans

ces élections et sous quelles formes.

Structuré en trois parties, l'ouvrage rend d'abord compte des enjeux politiques et institutionnels contenus dans la modification des règles électorales. Ensuite, il cherche à repérer si certaines situations sont favorables à l'émergence de débats électoraux intercommunaux. Enfin, en comparant la nature des campagnes de 2008 et 2014 dans plusieurs grandes villes (Nice, Rennes, Grenoble, Aix-en-Provence), la dernière partie analyse l'évolution des discours sur l'intercommunalité.

Il s'avère en définitive que le scrutin municipal de 2014, plus que d'éclairer les citoyens sur le rôle stratégique des institutions intercommunales et de produire les conditions d'un débat démocratique inédit, a surtout permis aux candidats de rappeler le rôle formel de l'intercommunalité. C'est en cela qu'elle peut être qualifiée d'invitée discrète des élections municipales...

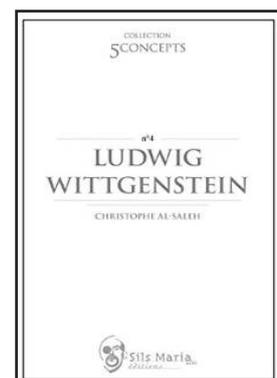


Sébastien Vignon,  
Rémy Le Saout (dir.),  
« *Une invitée discrète : l'intercommunalité dans les élections municipales* »,  
Éditions Berger-Levrault,  
Coll. « Au fil du débat »,  
238 p., 2015

## LUDWIG WITTGENSTEIN

L'ouverture des *Recherches philosophiques*, le chef d'œuvre posthume de Ludwig Wittgenstein, est un extrait des *Confessions* d'Augustin, où Augustin développe une image de la manière dont le langage vient à l'enfant. Mais les *Confessions* sont également un livre d'un genre particulier, l'autobiographie. Le parti-pris qui oriente l'écriture de ce petit livre sur Wittgenstein est que le choix par Wittgenstein de ce fragment d'autobiographie pour ouvrir son livre le plus important, celui où il propose et articule ses concepts les plus importants (jeu de langage, ressemblance de famille, règle, grammaire et forme de vie), loin d'être anodin, relève d'une préoccupation majeure de Wittgenstein envers l'idée même d'autobiographie.

C'est selon ce fil directeur que les cinq concepts majeurs, cités ci-dessus, sont examinés et mis en lumière. Qu'est-ce qui anime les concepts ? Si ce n'est pas un sujet souverain, sur le mode de l'épistémologie classique, est-ce une forme de vie commune, partagée ? Et comment accéder à cette forme de vie commune, partagée ? Comment finalement, selon l'expression d'Annie Ernaux, « écrire la vie » ? Telles sont les questions qui sont abordées dans cet ouvrage et qui servent à mener une exégèse ciblée de certains passages problématiques de l'œuvre de Wittgenstein et, en particulier, des *Recherches philosophiques*.



Christophe Al-Saleh,  
« *Ludwig Wittgenstein* »,  
Éditions Sils Maria,  
Coll. « 5 concepts »,  
132 p., 2015